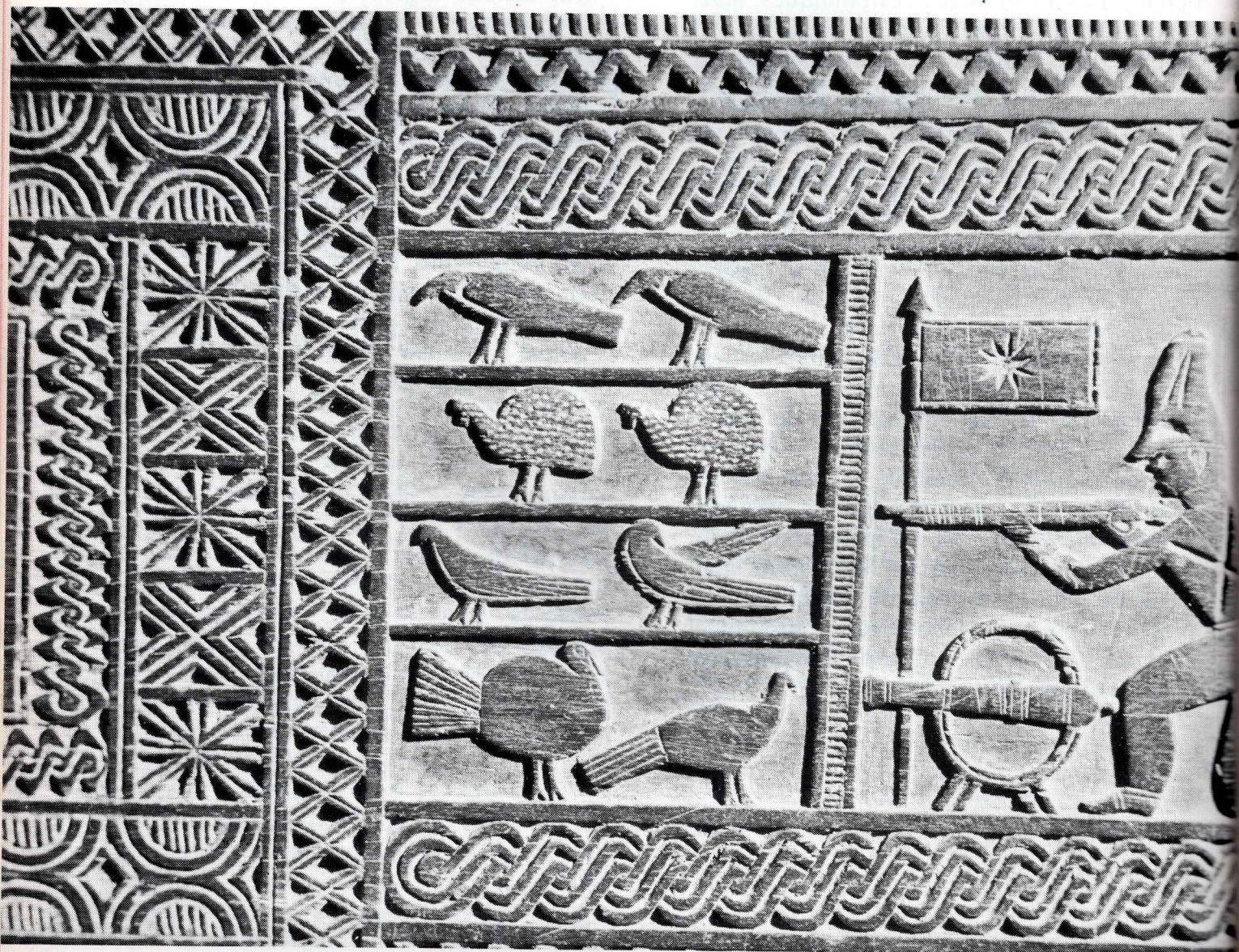


l'histoire malgache en



quête de ses sources

L'intention des jeunes historiens enseignants et chercheurs de l'Université de Madagascar, ouverts à toute collaboration sérieuse, est de contribuer à la connaissance du passé national malgache, dans son contexte mondial. Une méthode rigoureuse recherche ses sources et un mode d'utilisation diversifié des documents découverts. C'est le but des publications du Département d'Histoire qui viennent appuyer le Bulletin de l'Académie Malgache moins spécialisé, et relayer les périodiques non académiques, mais largement ouverts à l'histoire, qui ont disparu depuis 1972, le «Bulletin de Madagascar» et la «Revue de Madagascar».

Le rôle primordial que devrait assurer cette équipe pour que son intention devienne réalité est donc de renouveler les idées toutes faites, de détruire les a priori, d'éclairer les mystères par une quête incessante de documents inédits, par la «relecture» des textes connus, par le réajustement des points de vue, hors des a priori qui masquèrent si longtemps le sens de l'histoire nationale. Cela implique la multiplication des références exactes, la connaissance et le dépouillement des archives comme la prise en compte et l'extension du corpus de traditions orales, et enfin des bibliographies systématiques.

*Recherche des sources à Madagascar**

Combien de travaux plus ou moins érudits, combien de souvenirs personnels, de traditions familiales et régionales demeurent encore oubliés au fond des bibliothèques malgaches ou dans les greniers des demeures privées ? L'expérience prouve que nombre d'entre eux mériteraient d'être ressuscités, imprimés pour une large diffusion, mais que la plupart devraient être localisés et répertoriés. Ces

travaux obscurs constituent autant d'étapes à franchir dans le labeur ingrat de la recherche et du dépouillement des sources de l'histoire de Madagascar. Un véritable travail de recherche historique dans l'île ne peut commencer sans l'étude systématique de tous les travaux effectués depuis 70 ans. Cela éviterait le temps et l'effort perdus et les erreurs d'interprétation.

C'est pourquoi il existe au niveau de la maîtrise d'histoire un certificat de recherche qui initie les étudiants aux méthodes de bibliographie et leur demande un

petit dépouillement des périodiques et une description systématique de la documentation historique d'une bibliothèque ou d'un fonds privé existant dans l'île. Cette entreprise n'a porté jusqu'à présent que sur Antananarivo et n'a pas encore donné suffisamment de résultats pour qu'un fichier d'une certaine importance puisse être mis à la disposition du public. Cela ne saurait tarder, dans la mesure où ce type de travail n'exige que très peu de crédits.

Des voyages d'études dans diverses régions de l'île ont permis de connaître l'état de la docu-

*Les intertitres sont de la rédaction.

mentation d'archives dans les provinces et de repérer des fonds exceptionnels totalement ignorés et inexploités, mais dont la conservation, dans l'avenir, fait naître les plus grandes craintes.

L'insuffisance de la prise de conscience de l'importance des archives est flagrante. C'est ainsi que, dans certaines régions, elles ont complètement disparu (Morondava et la côte ouest en général) pour des raisons diverses, pas toujours excusables, comme le manque ou l'exiguïté des locaux. Souvent les archives administratives sont disséminées dans divers bureaux des chefs-lieux de district, et sont en voie de détérioration rapide et même de disparition. Il en est de même des archives des grandes compagnies, lesquelles sont conservées dix ans, en principe, puis brûlées dans les diverses agences. Elles ne sont correctement conservées que dans les maisons mères en France, mais elles y sont difficilement accessibles à la plupart des chercheurs. L'effort de collecte de tous ces documents s'avère donc urgent. Mais collecter ne suffit pas, il est tout aussi indispensable et tout aussi urgent de les répertorier et de leur assurer une bonne conservation. Quant aux archives privées, elles existent, mais il reste, là aussi, à les découvrir et à les répertorier. Leur accès aux chercheurs n'est pas toujours aisé non plus car elles sont considérées comme héritage familial, et ne sont parfois communiquées qu'avec réticence. Il a fallu procéder à des enquêtes orales enregistrées sur bandes magnétiques qui, une fois transcrites, serviront à de futurs travaux historiques.

Ces enregistrements et transcriptions commencés depuis le XIX^e siècle sont aujourd'hui très nombreux, mais dispersés et non répertoriés.

Le problème des sources se concentre donc à Madagascar sur deux points majeurs qui font disparaître l'opposition artificielle entre sources écrites et sources orales : quels sont les documents existants, et où se trouvent-ils ?

La grande entreprise des prochaines années consistera ainsi à repérer, transcrire et traduire revues et catalogues, tous les documents de quelque nature qu'ils soient, dans un grand inventaire des sources de l'histoire de Madagascar, à Madagascar. Il est facile d'imaginer que cela prendra plusieurs années, mais d'ores et déjà l'impulsion est donnée. Cette entreprise nationale est prioritaire parce qu'elle a été trop longtemps négligée et parce que les documents écrits, comme les porteurs de la tradition orale, disparaissent rapidement. Elle ne saurait pourtant résoudre à elle seule le problème des sources, pour diverses raisons.

- La première est que les documents disponibles à Madagascar, à l'exception des vestiges architecturaux et archéologiques, n'éclairent qu'un passé relativement proche, deux siècles dans la plupart des cas. Les traditions orales recueillies et surtout à recueillir pourraient permettre de connaître des faits historiques moins récents, mais les problèmes de chronologie se posent de manière délicate.

- La seconde est que la répartition géographique des sources locales, recensées à ce jour privilégie les Hautes Terres par rapport aux régions périphériques, où les traces du passé se sont beaucoup plus mal conservées.

Les Hautes Terres bénéficient en particulier de l'existence d'une bureaucratie administrative dès le début du XIX^e siècle. L'entrée des missionnaires anglais en Imerina à cette époque a permis la scolarisation de la région et la formation de fonctionnaires entre autres. Il en résulte donc l'existence d'archives officielles pour la période royale, conservées aux archives de la Revue de Madagascar. Mais des documents de cette période se trouvent également dans tous les pays — Grande-Bretagne, France, Norvège, Etats-Unis... — qui sont entrés en relation avec le royaume merina en particulier, et Madagascar en général, à cette époque-là. Les Hautes Terres sont aussi favorisées en ce qui concerne les sources de leur histoire dans la mesure où les col-

lectes de traditions orales y ont été effectuées dès le XIX^e siècle par les missionnaires. Nous ne citerons que l'exemple du **Tantara ny Andriana**, histoire des rois d'Imerina, à base de traditions orales recueillies par le R.P. Callet. Sur les côtes, les recueils sont nettement plus récents. Ils ont contribué cependant à la connaissance des royaumes sakalava par exemple (1). Des travaux de recherches à base de traditions orales sur les Mahafaly sont aussi en cours.

Recherche des sources en pays étranger

La raison pour laquelle l'entreprise de collecte des sources à Madagascar ne suffit pas est enfin d'ordre logique. Quoique isolée par son insularité même, Madagascar n'est pas d'une autre planète. Sa faune, sa flore, son peuplement, ses traditions et sa culture témoignent d'une intense vie de relation avec le reste du monde à travers les siècles. On ne peut concentrer la recherche des sources sur l'île seule, pas plus qu'on n'est en droit de restreindre l'histoire de Madagascar au seul Madagascar, comme des « malgachisants » l'ont fait et continuent à le faire.

L'Afrique, les pays de l'océan Indien jusqu'à la Chine et l'Europe éclairent le passé de Madagascar, comme Madagascar, petit laboratoire de civilisation, devrait permettre de comprendre des situations et des évolutions historiques ailleurs. Mais bien plus sûrement, c'est en Afrique, en Europe, et dans les pays de l'océan Indien que se trouve une bonne part des sources les plus anciennes et les plus détaillées de l'histoire de la Grande Ile.

En ce qui concerne plus précisément l'histoire des migrations anciennes ou récentes des différentes populations malgaches, des recherches à mener conjointement à partir de traditions orales recueillies dans les pays

(1) LOMBARD (J.) : **La royauté sakalava : formation, développement et effondrement du XVII^e au XIX^e siècle**, Orstom, 1973.

d'Afrique de l'Est, Mozambique, Tanzanie, Kenya et utilisant les sources écrites en arabe ou en swahili d'une part, et dans toutes les régions de l'Ouest de l'île d'autre part, permettraient de les mieux connaître, d'étudier l'insertion de ces diverses vagues de migration dans le peuplement de l'île. Des travaux de recherches concernant les Antalaotra du nord-est de Madagascar, les Makoa du sud-ouest en particulier sont justement entrepris pour élucider ces problèmes.

Vouloir ignorer cette évidence c'est se condamner à l'inexactitude des témoignages et aux débats théoriques non fondés et donc vains (origine des Malgaches, nature des clans et des royaumes, religion «malgache», etc.).

Il convient donc de procéder à une enquête approfondie des sources du passé malgache conservées outre-mer, à un recensement systématique et, dans la mesure des moyens disponibles, à la publication de ces documents.

On croit généralement que ce travail n'est plus à faire, puisqu'il existe un énorme corpus documentaire réalisé au début du XX^e siècle par des érudits français, Guillaume et Alfred Grandidier. La célèbre **Collection des Ouvrages Anciens concernant Madagascar** regroupe en traduction française «toutes» les sources européennes sur Madagascar, du XVI^e au XIX^e siècle. Les chercheurs malgaches et étrangers même les plus critiques continuent à l'utiliser comme base de référence sans mettre en doute la valeur de la transcription et de la traduction qui sont souvent inexactes.

Il est temps de recourir aux textes dans leur langue originale pour pouvoir corriger ces fautes

hélas! trop fréquentes et les erreurs d'interprétation qui en découlent.

D'autre part, le caractère exhaustif de cette collection est plus que douteux. Déjà les Archives nationales s'étaient procuré des microfilms et photocopies de documents déposés en France, Grande-Bretagne et Etats-Unis. Beaucoup de chercheurs du Département d'Histoire ont montré à quel point le dépouillement méthodique des dépôts d'archives en Grande-Bretagne, en Hollande, à Rome et au Portugal peut être fructueux. On sait désormais que des textes avaient été publiés dans le **Bulletin de Madagascar**. Ils ont été déposés en Europe et sont encore inconnus. Récemment on a appris la richesse et la valeur des sources conservées au Kenya, en Inde, en Australie, et l'on peut supposer celles des documents de Cape Town.

Ces sources déposées outre-mer constituent une richesse qui ne peut être négligée, même si leur abord est particulièrement difficile pour des raisons matérielles (voyages, séjour) et scientifiques (linguistiques). Grâce à elles le déséquilibre documentaire entre Hautes Terres et Côte se trouve compensé. Par elles le passé malgache s'augmente de plusieurs siècles.

Sources récentes imprimées

L'histoire contemporaine de Madagascar se fait à base de sources imprimées, les archives publiques en particulier ne pouvant encore être consultées pour la période d'après la seconde guerre mondiale. Les journaux étant sorti normalement mis à

part, il est paru pendant cette période d'après 1845 jusqu'à l'indépendance en 1960 toutes sortes de publications. Ce sont de petits ouvrages imprimés par les groupements politiques, des journaux plus ou moins clandestins, des tracts dont la circulation était interdite vu le contexte politique de l'époque marquée par la répression consécutive à l'Insurrection de 1947. Leur collecte s'avère particulièrement utile dans la mesure où les archives publiques n'étant pas ouvertes, avons-nous dit, ils fournissent des informations exposant le point de vue des administrés, particulièrement sur le problème de la colonisation et de la décolonisation. Enfin, des articles très divers ont été écrits sur la vie politique et économique du pays dans de nombreuses revues françaises non diffusées dans l'île à l'époque. Il importe de les recenser, de les répertorier pour les mettre à la disposition des chercheurs malgaches, car les recherches sur la période contemporaine sont très tributaires, en ce qui concerne les sources écrites, de ce qui existe en France.

Les recherches sur l'histoire de Madagascar sont entreprises avec le plus de sérieux possible à l'Université de Madagascar. Ces dernières années, les travaux effectués ont permis d'élargir la connaissance du passé national. Mais ils ne sauraient être continués à l'avenir sans un travail systématique de collecte et de publication des sources de l'histoire. Les enseignants chercheurs de l'Université s'attellent aussi à cette tâche indispensable et urgente.

**Vincent Belrose-Huyghues
et Lucile Rabearimanana**

Références

- DESCHAMPS Hubert : *Les sciences humaines à Madagascar*, in *Civilisation Malgache*, n° 1, série Sc. humaines, 1964, p. 5-11.
- VALETTE Jean : *Les instruments de travail aux archives de la République Malgache*, in *Annales de l'Université de Madagascar*, série Sc. humaines, n° 6, 1967, p. 173-176.
- TOUSSAINT Auguste : *L'administration française de l'île Maurice et ses archives*, *ibid.*, p. 179-182.
- POIRIER Jean : *Recherches récentes en sciences sociales à Madagascar*, in *Civilisation Malgache*, n° 2, série Sc. humaines, 1968, p. 303-327.
- VALETTE Jean : *Les études historiques malgaches de 1940 à 1960*, in *B.M.*, 1962, n°
- VALETTE Jean : *Les archives et la recherche historique*, in *B.M.*, n° 168, 1960, p. 377-390.